

21 juin 2017

N° 71

3^{ème} année

Paraît tous les deux mercredis



Sommaire

p. 1 : *Le maquis*- p. 4 : *Où va le Royaume-Uni ?* - p.6 : *Vu de la lorgnette : Le G5 Sahel*

Le maquis

Début 2016, on avait bien perçu l'amorce d'un grand tournant ([LV 33](#)) puis relevé les ruptures qui suivirent (Brexit, Trump) et détecté le début du grand chambardement annoncé après la guerre froide ([LV 59](#)). *Le dérapage redouté a bien eu lieu. Nous voilà dans un maquis où plus rien n'est assuré.* Ce premier semestre 2017 ne nous a donc pas surpris. Pourtant surprise il y eut, ni stratégique, ni technologique mais, de fait, politique. *Les peuples s'ingénient à déjouer nos pronostics avisés.* Alors reprenons le chemin de la colline qui nous inspire ([LV 58 bis](#)) pour faire le point stratégique.

À la Vigie, nous sommes d'abord soucieux de la sécurité de la France et de sa liberté d'action ; scrutons donc le panorama de sécurité du pays, ce qui change et ce qui reste, et ce qu'on peut, et donc doit, faire.

Ce qui change vite

En France d'abord, la surprise politique est totale. Le long cycle électoral aboutit à une mandature nivelée, à la légitimité aplatie (quinquennat, primaire, prime majoritaire, abstention) qui lance à l'exécutif « nouvelle vague » un défi politique vertigineux. Si ce n'est pas l'expertise de LV, là se manifeste un verdict populaire qui engage la viabilité du pays, la démocratie, et nous concerne.

Pendant ce temps, le paysage change vite, dans le **voisinage euroméditerranéen** de la France d'abord. *Tout autour le maquis s'installe.* L'actuelle crise britannique l'illustre bien en prenant une ampleur inédite (voir ci-après notre analyse). La stabilité voire la pérennité politique du meilleur partenaire militaire européen de la France est désormais affectée. Il en est de

même à Bruxelles (où la France a fait un retour politique remarqué) : de timides ouvertures de la Commission Juncker veulent faciliter les efforts de défense des États membres. Chacun veut y croire mais beaucoup disent « trop peu, trop tard ».

Berlin affecte encore de croire que la posture américaine du Président Trump ([LV 70](#)) n'est qu'une position de négociation mais on a tiré un trait sur l'atlantisme de papa. L'Italie ([LV 65](#)) cherche de nouveaux chemins et rêve de voler aux Allemands le débouché des routes de la soie. L'espace continental européen se cristallise sur sa difficile relation avec le pôle euro-asiatique que contrôle la Russie et se lézarde sur la viabilité étatique d'une Ukraine mutilée qui engage l'équilibre de l'Europe centrale et orientale. *Le jeu américain y pèse lourd.*

La Vigie est une lettre disponible sur www.lettrevigie.com. Si vous appréciez son contenu, n'hésitez pas à la soutenir en vous abonnant !

En **Méditerranée**, les intérêts français sont affectés par la fracture de la Libye, fruit de la confrontation locale de trois pôles qui ne peuvent s'accorder et de leurs parrains du Moyen Orient qui s'y mesurent. La stabilité de l'Afrique du Nord, essentielle pour la France, est également fragilisée par l'effervescence tunisienne qui vit une transition démocratique mais pas encore socio-économique, par le statu-quo issu des législatives algériennes qui repousse à 2019 la relève attendue par tous, la dynamique africaine du Maroc (UA, Cédéao) et la fragilité malienne qui remet en question la nature de l'opération Barkhane. Dans ce proche paysage sécuritaire, l'immigration transméditerranéenne massive qui s'est criminalisée laisse l'Europe interdite.

Plus à l'Est, l'équation stratégique du **Levant** se transforme avec la détermination trumpienne de contrer le fondamentalisme terroriste mais aussi d'engager un nouveau cycle de guerre froide avec un Iran que la reconduite de Rohani maintient sur une voie réformiste. La Syrie légitimiste, réassurée par Moscou, Téhéran et Ankara se consolide même si les négociations de Genève patinent. L'aveu discret de l'engagement opérationnel français dans

les combats intersyriens en aura troublé plus d'un. Dans la péninsule arabe, le discours de Riyad du Président américain semble avoir suscité la mise au ban du Qatar, décidée à l'emporte pièce, qui met la position française à l'épreuve.

Au large, là où les intérêts de sécurité français sont moins directement engagés, on note que le est à son tour marqué par la dérive islamiste qui affecte l'Indonésie et les Philippines et inquiète la Chine qui poursuit la dilution « à la tibétaine » de la question ouïghoure. Mi-mai, un rassemblement à Pékin des protagonistes des routes de la soie a révélé la faiblesse de leurs financements mais aussi la souplesse chinoise, qui démultiplie les chemins d'accès terrestres et maritimes, combine approches étatiques et libérales, commerce et démocratie. Cette harmonie contrôlée diffuse un multilatéralisme qui pourrait bien se substituer à celui mis à mal par le retrait américain de l'Accord de Paris et faire de la Chine le champion réticent de l'ordre géostratégique et géoéconomique. **Ce maquis stratégique est à bien intégrer à Paris, pour y consolider la sécurité du pays, entrer dans un nouveau « grand jeu » qui s'esquisse et essayer d'en tirer bénéfice.**

Ce qui reste

Car malgré ce changement rapide, les questions clés de défense et de sécurité sont inchangées. *Contre qui, avec qui, et avec quoi ?* On aura pu les oublier le temps d'une campagne qui a su les occulter. On aura pu aussi penser que la magie de la résurrection annoncée d'une dynamique européenne et d'un couple franco-allemand résolu allait changer l'équation de sécurité de la France. Le rêve se termine. Après l'épisode des Champs-Élysées, c'est en Orient mais surtout en Grande-Bretagne que le terrorisme islamiste rappelle que les Européens butent sur l'immigration, l'assimilation et l'intégrisme religieux qui, combinés, engagent leur sécurité au quotidien et leur choix de sociétés ouvertes.

Dans ce domaine, **le défi reste entier et ni « Sentinelle » ni l'état d'urgence ne peuvent continuer à symboliser la sécurité d'un pays moderne.** Le problème reste immense et le chantier en friche : liens entre sécurité intérieure et extérieure, balancement entre actions expéditionnaires et sécurité du territoire, combinaison forces de police et forces armées, mobilisation du pays pour sa sécurité et engagement citoyen, coopérations franches avec nos voisins...

La Vigie est une lettre disponible sur www.lettrevigie.com. Si vous appréciez son contenu, n'hésitez pas à la soutenir en vous abonnant !

Ce qui reste à faire dans ce maquis, c'est à formuler les vrais diagnostics et à nommer enfin les problèmes pour les résoudre. Il y a aussi autre chose à regarder en face, c'est la limite juridique, technique, politique à l'action collective régionale. Sur l'Europe, on a déjà dit à quel point « l'Europe de la défense » était une lubie française récusée par tous nos partenaires. On a expliqué à quel point ce choix était incompatible avec l'atlantisme. On a moins dit que la posture nucléaire, le laxisme budgétaire de la France, inacceptables pour l'Allemagne, faisaient obstacle à un vrai leadership du continent européen. Des obstacles avec, du fait du parti pris marocain ou malien, leurs pendants stratégiques, en « Médoc » (LV 45) et en Afrique, deux zones vitales pour la France. Devra-t-elle consentir des abandons de souveraineté ou d'amitié ? À voir, mais il lui faudra certainement mieux s'assumer stratégiquement. Reste un point qui ne souffre aucune approximation et sur lequel beaucoup a été dit mais que la maquis stratégique actuel ne va pas modifier, ce sont les finances publiques et l'effort budgétaire à consentir pour assurer la protection du territoire et la vie de la population. Il sera décisif, qui l'ignore ?

La Vigie est une lettre disponible sur www.lettrevigie.com. Si vous appréciez son contenu, n'hésitez pas à la soutenir en vous abonnant !

Que faire ?

Une fois ceci posé que le peuple français a en mémoire et qu'il veut voir vite tranché, il faut agir maintenant que le cycle électoral est refermé et que le processus législatif et budgétaire peut se mettre en branle. Après une longue séquence d'attente qui a permis d'établir le nouveau visage, le nouveau style et la nouvelle ambition française qu'incarne un exécutif « nouvelle vague », on voudra rappeler deux vraies priorités.

La première est sans aucun doute d'ordre intérieur, c'est la viabilité du pays. C'est-à-dire l'ordre et la tranquillité publiques, puis la prospérité retrouvée et partagée et enfin la justice sociale et la cohésion nationale. Le chantier est là immense et le « ministère des armées » aura son rôle à jouer qui devra soutenir les ministères de l'intérieur, de la justice et du travail qui seront en première ligne (cf. ES n°6). Pour cela, la question de la sécurité du pays, en liaison étroite avec celle de ses voisins, devra requérir tout l'engagement des militaires. Il n'y a de vrais besoins de réorganisation des armées qu'à la marge ; ce qui va compter, c'est la reconquête des trop fameux territoires perdus de la République. Il n'y a pas de légitimité militaire dans un pays qui

méconnaît l'autorité de l'État et la sécurité de la population. À cet égard le fort taux d'abstention aux législatives donne à la Chambre de lourdes responsabilités dans ce domaine car le désintérêt démocratique n'est pas seulement du scepticisme, c'est aussi un défi vigilant et lourd de menaces.

La seconde priorité est de restaurer l'autorité stratégique du pays qui a été égarée ces dix dernières années dans des engagements où il était difficile de discerner les intérêts directs du pays. Il nous faut désormais une position plus assurée des moyens régaliens, une posture plus en phase avec nos difficultés internes réelles. Elle doit redonner à la France en cinq ans la place centrale de pivot euroméditerranéen qui doit être la sienne, avec la marge de liberté d'action mondiale qu'elle a perdue. Les Français ont par leur vote rejeté les solutions apportées jusqu'ici à leurs vrais problèmes, mis dehors leurs élites habituelles. Ils veulent autre chose, autrement (cf. LV 67). Voilà la vraie surprise, elle est politique. Pour sortir du maquis, il faudra combiner réalisme et courage, et avoir de la chance.



Où va le Royaume-Uni ?

La « surprise politique » est devenue la l'incarnation de la surprise stratégique. De ce point de vue, le Royaume-Uni dont nous interrogeons en 2015 le déclin ([LV 14](#)) semble illustrer parfaitement cette affirmation, tant depuis trois ans les surprises n'ont cessé de s'y produire.

Souvenez-vous : à l'automne 2014, l'Écosse renonce de justesse à l'indépendance lors d'un référendum dont tout le monde croyait qu'il ne laissait pas de place au doute. En mai 2015, D. Cameron dissout le Parlement, conformément aux mœurs politiques d'outre-Manche. On annonce un résultat serré mais les Conservateurs obtiennent finalement, à la surprise générale, une majorité absolue leur évitant de nouer une alliance avec les Lib-Dém.

Le Premier Ministre est ravi mais doit organiser un référendum en février 2016 sur le Brexit, conformément à une promesse de campagne ([LV 46](#)). Là encore, la surprise joue à plein puisque le vote en faveur de la sortie de l'UE obtient la majorité nette de 52 % des suffrages. D. Cameron laisse la place à Theresa May. Aucune stratégie de sortie n'a été préparée

La Vigie est une lettre disponible sur www.lettrevigie.com. Si vous appréciez son contenu, n'hésitez pas à la soutenir en vous abonnant !

et le nouveau gouvernement attend des mois avant de déposer en mars 2017 la demande officielle de départ de l'UE. On aura pu attribuer ce long délai à l'impréparation ; tel n'est pas le cas pour la convocation d'élections générales par la nouvelle PM qui souhaite renforcer sa majorité et obtenir un appui politique dans ses négociations avec l'UE. Là encore, surprise, car si les Conservateurs gagnent les élections de juin 2017 et conservent le pouvoir, ils sont obligés de nouer une alliance avec un petit parti irlandais.

Cette succession de rebondissements politiques mériterait donc une analyse attentive, surtout si on la met en perspective avec d'autres votes « dégagistes » exprimés ailleurs. Concentrons-nous pour l'instant sur le cas britannique. Le Royaume se voit en effet confronté à des interrogations de trois ordres concernant : sa propre intégrité, sa relation à l'Europe et au-delà, ses rapports au monde.

Un Royaume désuni ?

La carte électorale de l'élection ([ici](#)) est assez claire : à part un grand Londres et une région de Manchester très travaillistes, le reste de l'Angleterre est globalement

Tory, l'Écosse est indépendantiste mais pas de façon aussi uniforme qu'aux précédentes élections, le pays de Galles et l'Irlande du Nord restent partagés.

Cette polarisation géographique de l'électorat se retrouve dans d'autres pays mais souvent avec un rapport différent entre des centres urbains, ouverts et mélangés et des zones rurales « oubliées ». Le cas britannique est légèrement différent car chacun des États constitutif a eu sa propre trajectoire. L'Angleterre est dominée par les Conservateurs qui ont annihilé le vote indépendantiste de l'UKIP. Cette Angleterre confirme donc le Brexit, même s'il reste de nombreuses difficultés à l'interpréter vraiment, nous y reviendrons. Observons qu'il y a toutefois une volonté partagée de reprendre en main son destin et que cette volonté est d'abord anglaise avant d'être britannique. Flegme et orgueil sont de la partie, tout comme le sentiment d'un altérité ineffable qu'il s'agit de réaffirmer, quelqu'en soit le risque. *Rule Britannia again...*

Les choses sont en effet plus nuancées s'agissant du reste du Royaume. En effet, Mme Sturgeon, leader du parti indépendantiste écossais, avait fait de ces

élections la revanche du référendum raté de 2014. Or, si Mme May a perdu du poids politique dans l'affaire, Mme Sturgeon en a perdu bien plus. Elle avait réussi, lors des précédentes élections, à gagner quasiment toutes les circonscriptions écossaises. Cette fois, non seulement les Travailleurs regagnent quelques sièges mais les Conservateurs eux-mêmes en obtiennent, une première depuis des lustres. Dès lors, l'hypothèse de l'indépendance s'éloigne.

Cela a des conséquences évidentes puisque Mme May voit s'éloigner la menace d'un séparatisme écossais qui l'aurait beaucoup gênée dans ses négociations du Brexit. Surtout, et cela est de grand intérêt pour la France, le statut de la dissuasion nucléaire ne semble pas devoir être remis en cause à court terme, la base des SNLE pouvant demeurer en Écosse pour de nombreuses années. Autrement dit encore, et c'est bon pour l'Europe (sinon pour l'UE), la Grande-Bretagne restera une puissance militaire majeure. C'est crucial pour Paris.

Si les choses s'apaisent du côté de l'Écosse, elles se compliquent dans les autres États associés. L'Irlande du nord a vu les électeurs se partager entre Unionistes et nationalistes. Or, Mme May va avoir besoin

des premiers pour assurer sa majorité aux Communes. Cela fragilise du coup l'équilibre intérieur qui avait été trouvé, d'autant que les nationalistes en tireront prétexte pour tout d'abord vouloir maintenir des frontières ouvertes avec la République d'Irlande, et au-delà conserver les liens affermis avec l'UE : ce projet n'est à l'évidence pas celui des Unionistes, partisans d'une ligne ferme. Cela pèsera donc sur les négociations.

Dernier État de la couronne, le pays de Galles. En votant en masse pour les Travailleurs, il n'a pas seulement voulu marquer son opposition à la ligne politique de Mme May : on peut en effet y voir la résurgence d'un sentiment national, similaire à bien des égards à celui observé en Écosse et en Irlande. Il faut conserver cela à l'esprit pour les prochaines années.

Un Brexit, certes mais lequel ?

L'élection a eu le mérite de confirmer la volonté populaire en faveur du Brexit. Autrement dit, le référendum de l'an dernier n'est pas simplement une anomalie électorale, leçon que peu d'observateurs ont tirée. Cependant, une question demeure : quel Brexit ? Dur ou souple ?

Un *hard Brexit* (position des Tories) insiste sur la sortie du marché unique et la fin de la libre circulation des personnes. En effet, il y avait bien un rejet de l'immigration dans le vote des Brexiteurs et si on visait l'ensemble des populations venant dans le Royaume, le débat s'est concentré sur les travailleurs européens. À l'inverse, un *soft Brexit* souhaite le maintien dans le marché unique et un accord de libre échange. Ainsi, la dimension économique du retrait européen prend le pas. Or, les choses sont là aussi nuancées. En effet, contrairement aux attentes, l'économie britannique ne s'est pas effondrée après le référendum, loin de là. La croissance s'est maintenue et le chômage est tombé à 4,6 %, au plus bas depuis 42 ans. Consommation et investissement sont toujours actifs bien qu'à des niveaux bas, tandis que la livre a préservé sa valeur. Dans le même temps toutefois, l'inflation a grimpé : elle était à 0,5% au moment du référendum, elle atteint aujourd'hui 2,9%! Autrement dit, l'horizon s'obscurcit et la pression économique et surtout des milieux d'affaires va s'accroître sur le gouvernement pour une solution négociée. Th. May doit donc négocier en position de

relative faiblesse, d'autant plus que les Européens ont conservé une position unie et ferme à l'endroit de Londres, contrairement aux espoirs de 10 Downing.

Et le monde ?

L'incertitude demeure également envers le vaste monde. En effet, le Royaume-Uni a parié sur un vent anti mondialiste qu'on a observé notamment aux États-Unis. De ce point de vue, D. Trump a envoyé initialement quelques appuis symboliques à Mme May tout en rudoyant Mme Merkel, comme nous le remarquons ([LV 70](#)). Pourtant, D. Trump a des objectifs très clairs et surtout américains. Il ne se voit pas accorder des dérogations à ses intérêts pour un allié, fût-il le Royaume-Uni. Aussi la position britannique est-elle très incertaine. La place financière de la City bénéficie à l'évidence largement du capitalisme mondialisé (elle en est autant le symbole que Wall Street) mais la fin de sa position européenne risque de l'affaiblir durement. De même, les échanges avec les pays du Commonwealth ne permettent pas de remplacer la relation privilégiée avec l'UE, tant s'en faut. Enfin, rien ne dit que Pékin soit prêt à appuyer Londres : on observe bien au contraire que la Chine

recherche plutôt une alliance limitée avec les Européens afin de faire pièce aux positions dures de D. Trump.

En fait, un Royaume isolé manque aujourd'hui d'alliés qui l'appuient dans sa démarche existentielle et avec qui il pourrait constituer une offre alternative : ceci est valable aussi bien en Europe qu'à l'échelle du monde. Dès lors, même s'il constitue toujours la cinquième ou sixième puissance économique mondiale, elle paraît très insuffisante pour orienter, voire même compter dans les évolutions qui se dessinent ailleurs, dans le maquis.

Non pas que la situation britannique soit encore vouée au déclin stratégique : le génie anglais trouvera sans doute une parade. Mais à l'évidence, les négociations des deux ans à venir vont l'handicaper lourdement et la cure d'adaptation qui suivra sera bien longue. Le Royaume a pris le large et si l'avenir est incertain, sa nouvelle indépendance lui permettra peut-être de tirer finalement parti du chambardement en cours. Il aura peut-être eu raison d'avoir fait ce choix si tôt : nous verrons bien comment il sort de ce maquis.

La Lorgnette : LE G5 SAHEL

Le PR E. Macron participera le 2 juillet à un sommet des chefs d'Etat du G5 Sahel à Bamako qui vient de connaître un nouvel attentat meurtrier. Ce forum politique régional lancé en 2014 rassemble cinq pays du Sahel (Mauritanie, Burkina Faso, Mali, Niger, Tchad) et pour lier développement et sécurité. La France y apporte un soutien actif. Cette réunion a été précédée d'un large débat autour du déploiement d'une force anti-terroriste régionale via une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU sous chapitre VII. Le débat porte sur la capacité opérationnelle d'une telle force (5000 hommes, militaires, policiers, civils) et sur son financement (350 M€ avec contribution de l'ONU).

Mais Américains comme Britanniques s'y opposent car le trop cher DOMP ne leur semble pas efficace. Il est vrai que la Minusma (12000 h/103 tués, 1 G\$) ne convainc guère surtout si on la compare à Barkhane (3500 h et 650M\$). La question est en fait ailleurs. Le G5 est un format bancal. Sans l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, sans le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Nigéria, peut-on sécuriser et développer le Sahel ? C'est donc aux Africains de prendre la main ; ils sont non seulement les premiers concernés mais les meilleurs experts de la région et de ses fractures socio-sécuritaires. On l'a dit ailleurs, c'est une formule type 5+5+5 qu'il faut développer, les 5 du G Sahel, les 5 de l'UMA, soutenus par les 5 de la Médoc. Une patrouille saharienne de 10 bataillons africains aux déploiements coordonnés ferait l'affaire, sans l'ONU.